

LE TEMPS

<http://www.letemps.ch/Page/Uuid/67122b72-e1a5-11dd-b87c-1c3fffea55dc|0>

ASIE DU SUD-EST mercredi 5 novembre 2008

©Des ONG dénoncent les violences faites aux femmes birmanes

[Angélique Mounier-Kuhn](#)

La junte prétend qu'aucune discrimination n'a cours dans son pays. Un mensonge grossier d'après le «contre-rapport» de la Ligue des femmes de Birmanie.

Elles sont une douzaine, gaies et pimpantes comme des étudiantes en goguette. Militantes au sein de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) regroupées sous la bannière de la Ligue des femmes de Birmanie (WLB), elles sont pourtant venues en Suisse parler de choses graves: les inégalités et les maltraitements systématiques dont sont victimes les femmes au pays des généraux.

En 1997, la junte militaire s'est affiliée à la Convention des Nations unies sur l'élimination de toute forme de discriminations contre les femmes (Cedaw). Par pur calcul: le régime espérait en regagner quelque crédit sur la scène internationale. Depuis, il est tenu de présenter des rapports périodiques à la Division pour l'avancement des femmes de l'ONU. Le dernier document officiel publié en 2007 tend à prouver que les autorités birmanes «ne comprennent pas la définition de discrimination par le sexe pas plus que le but de la Cedaw», raille la Ligue des femmes dans le «contre-rapport» qu'elle est venue présenter à Genève devant l'ONU.

Ces activistes ont pris le parti de l'humour, et évoquent les généraux comme elles relateraient les facéties de galopins turbulents. «Lorsque cet après-midi à l'ONU quelqu'un a demandé aux représentants du régime pourquoi Aung San Suu Kyi [ndlr: la porte-drapeau de l'opposition et Prix Nobel de la paix] était assignée à résidence surveillée depuis cinq ans, et si c'était parce qu'elle était une femme, ils ont répondu que cela n'avait rien à voir. Ils ont expliqué qu'elle était une «menace» à la souveraineté nationale, et que, preuve que le régime n'est pas discriminatoire, il n'arrêterait pas que des femmes mais aussi «beaucoup d'hommes», s'esclaffe Nang Charm Tong, membre du Shan Women's Action Network.

Comme ses consœurs, Charm Tong ne vit plus en Birmanie, où toute forme de militantisme est bannie. Elle est réfugiée de «l'autre côté» de la frontière, en Thaïlande. Cheery Zahau, elle, vit en Inde. Il y a quelque temps, la jeune femme est revenue clandestinement au pays de ses origines, recueillir des témoignages de femmes. Ils dépeignent une situation sinistre.

Par tradition, la société birmane privilégie l'homme, un penchant exacerbé par la militarisation à l'extrême du pays et qu'aucune loi ne contrecarre. Dans ce contexte, les femmes sont les premières à pâtir des dépenses insuffisantes de l'Etat en matière d'éducation ou de santé (respectivement moins de 1,3% et de 3% de la richesse nationale quand 40% du budget est alloué à l'armée). Elles endurent aussi la pauvreté qui sévit dans les campagnes. «Pourtant notre pays est riche, martèle Cheery Zahau. Il regorge de ressources naturelles. Elles sont échangées contre les armes qui servent à opprimer le peuple.»

Mais les difficultés des femmes birmanes ne se bornent pas au machisme ambiant. Elles sont «confrontées à la violence à tous les niveaux», alerte le contre-rapport de la WLB. La ligue a dressé un inventaire exhaustif de ces «violences»: travail forcé, comme le transport de munition au service de la junte; prostitution contrainte, parfois sous le patronage même d'officiels du régime; et viols. «De plus en plus de contingents sont envoyés dans les zones ethniques, explique Charm Tong. Les soldats y pratiquent le viol systématique. En toute impunité puisqu'ils n'encourent aucune punition légale.»

«Cet Etat n'est pas sûr, et la situation ne s'y améliore pas, enchaîne une consœur. A l'intérieur du pays 600000 déplacés. Et 2 millions de Birmans sont réfugiés à l'étranger, souvent en Thaïlande, pour fuir les abus en matière de droits de l'homme et la pauvreté. C'est un désastre, qui, contrairement au cyclone Nargis [ndlr: qui a dévasté le sud de la Birmanie en mai dernier], a été causé par l'homme.»

La junte a beau nier encore et toujours les réalités qu'elles dénoncent, ces militantes ne doutent pas un instant de l'utilité de leur combat. «Notre rapport est une façon de stigmatiser les autorités sur la scène internationale. C'est cela qui compte, maintenir la pression. Elles doivent être confrontées à la honte, assure Cheery Zahau. Et il est important de faire savoir aux femmes de Birmanie que le monde ne les a pas oubliées.»

* * *